

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

23 novembre 2017

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Face aux attaques continuelles, une riposte des travailleurs est nécessaire

Le gouvernement Michel a fait un pas en avant dans ses attaques contre les travailleurs en faisant voter une loi pour le service minimum à la SNCB.

Le ministre des transports, Bellot, a pris soin de présenter une forme apparemment atténuée du service minimum : il ne sera pas interdit de faire grève et il n'y aura pas de réquisitions de personnel. Cela aurait été de toute façon impraticable et Bellot le sait très bien. En revanche, les syndicats devront déposer un préavis de 8 jours pour tout mouvement de grève et imposant à salariés, comme les conducteurs et les accompagnateurs, de déclarer 3 jours à l'avance leur intention de faire grève.

Evidemment, ce délai supplémentaire servira à la direction à mieux se préparer pour réduire l'impact des grèves en le justifiant bien évidemment par le service aux usagers. La force de la grève, c'est justement de bloquer la production ! Comme les cheminots n'ont rien à bloquer que des trains, ils ne peuvent se faire entendre qu'en bloquant indirectement les entreprises. Et puis, souvent c'est sur les piquets, au contact de leurs collègues grévistes, que les indécis se joignent au mouvement. En imposant de se déclarer en grève à l'avance, le gouvernement essaie d'empêcher l'extension des mouvements.

Et cela ne concerne pas que les cheminots. En introduisant la notion de « travailleurs indispensables » qui seront tenus de se déclarer grévistes à l'avance, le gouvernement crée un précédent. On peut bien imaginer que d'autres entreprises publiques puis privées vont aussi vouloir faire reconnaître certain de leurs travailleurs comme « indispensables ». C'est déjà en marche puisque le CdH a introduit un projet en ce sens pour les TEC wallons, et le MR bruxellois a fait exactement la même proposition pour la Stib à Bruxelles.

Il s'agit là d'une attaque inacceptable et dangereuse contre le droit de grève. Et ce n'est pas la seule, puisque le gouvernement a déjà obtenu d'interdire le blocage des trains par les piquets.

Cette mesure antigrève arrive dans un contexte où le gouvernement est dans une phase d'attaques continues contre le monde du travail. Après avoir porté l'âge de

la pension à 67 ans, le gouvernement travaille en douce sur l'introduction d'une pension « à points » qui vise à réduire encore plus le montant des retraites. Le ministre des Finances a annoncé que les dépenses publiques allaient encore être réduites, ce qui aura forcément un impact sur les transports, mais aussi les écoles, les hôpitaux, etc. D'un autre côté, il réduit les impôts sur les entreprises et ne fait quasiment rien contre la fraude fiscale.

On peut se douter que le gouvernement a à cœur de priver les travailleurs des moyens de se défendre face aux attaques à venir. Non seulement la nouvelle loi va rendre la résistance plus difficile mais elle va contribuer à démoraliser une partie des travailleurs qui vont se sentir de plus en plus impuissants.

Malheureusement, la réponse des syndicats est insuffisante. La CGSP wallonne a bien lancé un préavis de grève dans les TEC mais la CGSP-Cheminots refuse de suivre. En revanche, la FGTB et la CSC ont annoncé qu'elles allaient attaquer le service minimum en justice. Comme si la justice pouvait défendre les droits des travailleurs alors qu'elle fait partie intégrante d'un système taillé sur mesure pour le patronat ! Le droit de grève n'a pas été obtenu par une décision de justice, il a été imposé par les luttes des travailleurs des générations précédentes. Seule la grève peut le protéger : le patronat et le gouvernement à son service sont contre la grève, c'est normal, mais pour les empêcher d'agir, il faut rendre coup pour coup et utiliser la grève contre ces attaques.

On entend parfois un discours défaitiste qui dit que les travailleurs ne se mobilisent plus ou que la grève ne sert à rien.

Rien de plus faux ! Ce mardi 21 novembre, 10 000 travailleurs ont manifesté à Liège, tandis que les TEC étaient à l'arrêt complet. La grève nationale d'octobre a été très suivie. De manière générale, le nombre de jours de grève a doublé entre 2015 et 2016. Alors, oui, les travailleurs sont conscients des dangers qui pèsent sur leur avenir et sont prêts à se mobiliser. Ce qu'il faut maintenant, c'est organiser un mouvement d'ensemble qui oblige le gouvernement à reculer.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Beaucoup trop court !

Finalement, les syndicats ont accepté la dernière proposition patronale présentée comme « ultime concession ». Pourtant, il n'y a pas lieu de crier victoire. Le patron accorde 1% d'augmentation sur base du barème salarial et 0,1% pour le fond de pension avec rétroactivité jusqu'au 1^{er} juillet 2017. Les syndicats revendiquaient que 1% de la masse salariale totale soit réparti équitablement entre tous les salariés et que la mesure soit rétroactive jusqu'au 1^{er} janvier 2017.

L'accord interprofessionnel qui fixe l'augmentation maximum à 1,1% n'a pas force de loi, ce n'est qu'un accord qui peut être remis en cause par les travailleurs. Or 1,1% est totalement insuffisant, ce n'est pas une dizaine d'euros qui nous manquent chaque mois mais des centaines !

Contrôle syndical !

Le siège USSC est loin de convenir à tous les chauffeurs. Il faut dire que les chauffeurs n'avaient pas été consultés lors de sa sélection. Seuls quelques délégués syndicaux avaient pu tester différents modèles choisis par la direction en roulant dans les dépôts.

Les sièges candidats au remplacement de l'USSC vont être installés sur plusieurs bus dans chaque dépôt d'ici la fin de l'année. Les sièges seront ensuite testés sur ligne pendant des semaines et les chauffeurs seront invités à répondre à un questionnaire. La direction prévoit d'analyser les réponses collectées par les PM.

Pas question de laisser le monopole de l'information au patron. Il faut que les délégués syndicaux collectent eux-mêmes les questionnaires pour que les syndicats fassent leur propre analyse en front commun.

Suppression des hausses de prix !

Fin octobre, le nouveau sous-traitant Duo Catering a augmenté fortement sans avertissement le prix de nombreux produits dans les restaurants et cafétérias de la STIB, notamment le coca, le café, les viennoiseries, etc. Ces augmentations sont d'autant plus scandaleuses que la STIB subventionne le sous-traitant à hauteur de 1.100.000 euros par an. Il faut exiger le retour aux anciens prix !

Manquements à la sécurité !

Le matin du 3 novembre au dépôt de Haren, le bus articulé 9007 revenu de chez un sous-traitant avec un moteur rénové s'est embrasé semble-t-il suite à un court-circuit dans l'alternateur. Si le feu ne s'est propagé qu'au seul bus 8860, c'est grâce à l'intervention rapide des agents sur place qui ont déplacé les bus voisins.

Si la courageuse intervention des agents a été improvisée (utilisation de lances d'incendie au lieu d'extincteurs à mousse, non utilisation du numéro d'urgence 12, etc.), c'est parce qu'ils n'ont pas reçu de formation incendie. L'incident a révélé d'autres manquements à la sécurité : les tuyaux des lances d'incendie sont mal attachés aux robinets d'eau, une alarme incendie ne sonne pas, une porte coupe-feu ne se ferme pas, plusieurs téléphones dans les hangars ne fonctionnent toujours pas malgré le signalement du problème depuis deux ans.

La direction réalise des économies sur tout, y compris sur notre sécurité.

Armés contre la fraude fiscale ?

A chaque scandale financier comme les Paradise Papers, Panama Papers, Swissleaks, etc. les politiciens y vont de leur petite déclaration de va-t-en-guerre contre les capitalistes tricheurs. Pourtant, les affaires s'accumulent, régulières. Et on apprend aujourd'hui que ces politiciens, au pouvoir, supprime les moyens de contrôle et de sanction des fraudes fiscales. En fait, ils n'ont aucun intérêt à légiférer pour augmenter la pression sur les riches. Leurs déclarations ne sont que pure démagogie.

Depuis que le capitalisme existe, les riches éludent l'impôt grâce à diverses combines et ont leurs complices dans l'appareil d'Etat. Il est vain de tenter de « moraliser » les capitalistes ; il faut tout simplement leur confisquer ces richesses qu'ils accumulent sur le dos des travailleurs !

Les rapaces en Asie

Le roi, quelques ministres, des recteurs et plusieurs dizaines de patrons se sont rendus ce mois-ci en Inde. Après les tralalas d'une mascarade diplomatique, les rapaces se sont mis à table. Les bourgeois belges font déjà plusieurs milliards de bénéfices en exportant sur place et en exploitant une main d'oeuvre au rabais dans le polissage et la taille du diamant ; cette même industrie diamantaire qui, depuis 500 ans, symbolise à elle seule le pillage de l'Afrique ! Cela ne suffit pas à la bourgeoisie, elle envoie ses fondés de pouvoir en Inde s'attaquer à un gros morceau, un « espace conséquent à grignoter » selon les mots de Borsus. Ces bourgeois ne connaissent qu'une morale, celle du profit, et leur soi-disant « amitié entre les peuples » ne fait que cacher leur avidité.